

SUNDEP INFOS

LA BRÈVE DU SYNDICAT SOLIDAIRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Les vacances de Pâques se poursuivent à marche forcée et les enseignant.es s'inquiètent de plus en plus de leurs conditions de reprise en présentiel les 26 avril et 3 mai prochains, particulièrement en l'absence d'un calendrier clair s'agissant de leur vaccination. Contrairement à d'autres pays européens, la France n'a toujours pas envisagé de rendre prioritaire la protection de ses personnels de l'Éducation. Seul.es 20 % d'entre eux/elles sont concerné.es par une vaccination à condition d'être agé.es de plus de 55 ans, à l'instar donc du reste de la population française. Comment dès lors envisager sereinement une prochaine rentrée en présentiel alors même que tous les voyants sont au rouge ?

Intersyndicale privé-public inédite

Des conditions sanitaires strictes doivent permettre de maintenir les écoles et établissements scolaires ouverts et ainsi de garantir les conditions d'une scolarité en présentiel, moins inégalitaire que l'enseignement à distance.

Nous demandons :

- Les moyens d'assurer les remplacements ; la prolongation au moins jusqu'aux congés d'été des contrats des contractuel.les et AED recruté.es dans le cadre d'autorisations liées à la crise sanitaire,
- Des créations de postes d'enseignant.es de Psy-EN, de personnels administratifs, santé et sociaux, vie scolaire dans les écoles et les établissements pour la rentrée de septembre,
- La mise en place immédiate des mesures adaptées (fermeture de la classe, élèves comme personnels déclarés cas contacts) afin d'éviter toute contagion, dès le premier cas Covid avéré,
- Une amélioration significative de la politique de tests,
- L'équipement des locaux en capteurs de CO₂,
- La fourniture de masques chirurgicaux aux élèves et aux personnels,
- La vaccination de tous les personnels volontaires.

Signez la pétition en ligne : <https://la-petition.fr/reprise-le-26-agir-rapidement>



Vers un nouveau protocole pour la rentrée : « Il n'y a aucune logique à cette décision »

"Il semble qu'on soit sur un plateau haut, pas vraiment une baisse notable, que ce soit à l'hôpital, en réanimation, ou pour les nouveaux cas. Il faut noter qu'il y a une baisse importante du nombre de tests, en particulier pour les personnes de moins de 19 ans, en vacances, ce qui rend difficile l'interprétation des données à l'heure actuelle. Mais on n'est pas dans une situation qui permet d'espérer une embellie proche." C'est ce qu'annonce Dominique Costagliola, épidémiologiste, directrice de recherches à l'INSERM. Et d'ajouter : « Pour que la baisse se concrétise il faudrait avoir pris des mesures qui permettent de limiter le risque dans les écoles : de la vaccination des personnels aux mesures d'aération, bref des choses qui n'ont toujours pas été faites jusque-là. Le protocole prévu à la réouverture est allégé par rapport à celui quand on a fermé les écoles : il n'y a aucune logique à cette décision ! »

Nous sommes face à un gouvernement qui affiche sa volonté de rouvrir un enseignement présentiel vite, très vite et même, quand on écoute certains propos du Président, avec 100 % des élèves 100 % du temps, sans se donner la moindre politique de ses moyens.

Quid des campagnes de tests qui n'ont jamais eu le caractère massif prétendu ? Quid des difficultés dans le simple approvisionnement des masques depuis le début de l'épisode de pandémie ? En résumé, depuis un an, c'est la cacophonie générale qui règne et qui fait bourdonner les oreilles des personnels enseignants, au front depuis plus d'une année.

Mais alors, quel bilan provisoire dresser de la gestion de la crise sanitaire ? L'OCDE publie un inventaire de la première année de Covid 19 à l'École. L'organisation examine comment les systèmes éducatifs ont réagi dans 30 pays. Il s'en dégage que la France n'est pas le seul État à avoir maintenu l'école ouverte longtemps. En revanche, elle fait partie des rares pays qui ne donnent pas la priorité aux enseignant.es pour la vaccination. Une nouvelle exception à la française dont le MEN devrait éviter cette fois de s'enorgueillir !

Confinement saison 2 : Mars attack ?

« À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles... Pour permettre à chacun d'accéder à son réseau éducatif dans de bonnes conditions, nous avons limité le temps des sessions et instauré une logique de quota. Quand le nombre d'utilisateurs maximum est atteint, il vous faut patienter pour y accéder à votre tour. Désolé pour cette contrainte, revenez et essayez à nouveau d'ici quelques minutes ». Tel fut le message d'erreur lu et relu à la manière d'un refrain déjà trop entendu, il y a un an déjà, une éternité ?

Est-ce que ce MEN est sérieux ? Alors que du côté du ministre on vocalise crescendo sur d'éventuelles attaques terroristes, des voix plus que dissonantes s'élèvent chez les enseignant.es, parents et élèves : « cette chanson ne leur a visiblement pas plus ». En effet, personne n'applaudit ce genre de messages personnels de Blanquer qu'on aimerait voir « tomber la chemise » à la manière d'un déserteur, désormais.

Ces notes d'erreurs ont provoqué, lors de la première semaine de cours à distance, la colère des enseignant.es qui se sentent une fois de plus délaissé.es par leur ministre, abandonné.es seul.es face à une situation toujours extraordinaire un an presque jour pour jour après le premier épisode de travail à distance, avec pour injonction en cette année 2021 de maintenir coûte que coûte leur programme.

Le gouvernement avait promis, un an après le début de la pandémie, que tout était prêt pour assurer la continuité pédagogique en ligne, promesse visiblement non tenue. Pourquoi s'en étonner ? En revanche, aucun doute sur le fait suivant : ce sont le Google Classroom et autres propositions via les GAFAM qui sauront encore se faire la part belle...

À l'heure de la suppression de l'ENA...

... pour l'ISP (Institut du Service Public) qui regroupera dorénavant une dizaine d'écoles et permettra à terme (3/5 ans) de recruter des hauts fonctionnaires dont on semble désormais préciser l'accès vers l'emploi.

On sait pour l'instant peu de chose de cette disparition si ce n'est que son annonce, en pleine période de pandémie, ressemble passablement à un coup politique de la part de l'exécutif.

Ouvrir socialement l'ISP afin d'éviter l'endogamie des élites, cela est certes fort louable, mais quelle sera la cible visée pour y parvenir ? Lorsque l'on sait que 0 % d'enfants issus des classes sociales défavorisées intègrent Polytechnique (autre regroupement d'écoles bien connues) alors qu'elles représentent pourtant 36 % d'une classe d'âge, on se dit que, décidément, de la marge il y a.

865 € mensuels

Ce sera donc le salaire des « professeurs contractuels alternants », nouvel avatar de la réforme Blanquer pour remplacer les professeurs stagiaires rémunérés. Une note du BO datant du 8 avril dernier explique leur mise en place à l'avenir. Ce que l'on peut d'ores et déjà en dire, c'est le basculement de ces nouvelles recrues, de l'Université vers les instances de l'Éducation nationale de la formation. Ce qui ne constitue absolument pas un gage de qualité. On sait également que ces contractuels alternants devront enseigner un tiers de service, ce qui garantit au ministère un nouveau vivier de remplaçant.es « low cost ». Mais seront-ils, seront-elles dupes de la manœuvre ?

